

« Charlie »: école, service militaire... Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir


D'autres - comme Charles Millon - s'opposent à ce retour du service national, arguant, dans une interview donnée au Figaro.fr, que la France, tout comme la grande majorité des autres pays démocratiques, n'a plus d'armée de conscription mais une armée de métier, le plus souvent appelée sur des opérations extérieures, ces fameuses « opex » au mali, en Afghanistan ou ailleurs.

Millon rappelant aussi l'hypocrisie d'un système qui épargnait les « 15 % de jeunes d'origine étrangère », « les 15% de planqués du haut » et les 70% restants qui faisaient tout pour être exemptés, planqués ou tout au moins le plus près possible de chez papa-maman.


Charles Millon, ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, conclue que ce n'est pas à l'armée de faire le boulot de l'école ni aux militaires de servir d'éducateurs spécialisés et qu'on « ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français ». Il propose plutôt une armée de réserve élargie sur la base du volontariat et le subventionnement des mouvements d'éducation populaire.

« Tous ces jeunes qui cherchent des 'petits boulots' pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l'étranger faire du co-développement ! »

Publié le 20-01-2015 à 16h16 - L'obs le plus

 <http://leplus.nouvelobs.com/.../1309186-charlie-ecole-service...>



 « Charlie »: école, service militaire... Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir

LE PLUS. Depuis l'attentat de « Charlie Hebdo » et la prise d'otages de la Porte de Vincennes, faute de coupables à juger, tout le monde s'empresse d'en chercher....

Charles Millon : « L'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école »

Charles Millon : « L'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école »

Par Eugénie Bastié

▪ Publié le 19/01/2015 à 14:07



Ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire

obligatoire, Charles Millon analyse la possibilité du rétablissement d'un service national, prôné à l'heure actuelle par certains responsables politiques.

LE FIGARO: Lorsque vous étiez ministre de la Défense en 1997, vous étiez en charge du dossier de la réforme du service national. Vous avez prôné sa suppression, qui a eu lieu. Pourquoi?

CHARLES MILLON: Quand j'ai été nommé ministre au début, j'étais favorable à la conscription. C'est après trois mois d'études à la demande de Jacques Chirac que je me suis rendu compte que cette position était intenable, financièrement, et opérationnellement parlant. Nous sommes passés d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Aujourd'hui, une armée de conscription serait inutile à la France pour faire face à ses engagements militaires. Ceux qui veulent être convaincus de la nécessité de cette réforme n'ont qu'à regarder toutes les opérations extérieures dans laquelle l'armée française est engagée aujourd'hui: au Mali, au Niger, contre l'État islamique en Syrie, nous avons besoin d'une armée réactive à la pointe des techniques les plus sophistiquées, qui soit capable par sa formation professionnelle et technique de répondre à une guerre de plus en plus asymétrique. La deuxième raison, c'est bien évidemment le coût. A une époque où l'on parle d'une réduction des dépenses dans tous les secteurs, où ira-t-on prendre l'argent nécessaire?

Certains vantent pourtant la «mixité sociale» qu'on trouvait dans les casernes. Le service militaire ne permettait-il pas aussi de forger l'unité nationale?

A l'époque où l'on envisageait la suppression du service national, la mixité sociale avait déjà totalement disparu. Le «bas» était réformé, car 15% des jeunes étaient exemptés parce qu'ils étaient d'origine étrangère, qu'ils ne parlaient pas français, et que l'armée française n'avait pas les éducateurs pour intégrer ces jeunes. Il y avait aussi les 15% de «planqués» du haut, et les 70% autres avaient une affectation rapprochée et effectuaient un service militaire mixte entre leurs familles et la caserne. Les jeunes ne pensaient qu'à une seule chose: la quille.

L'armée n'est pas un idéal, c'est un moyen au service d'un idéal. On ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français. Le rétablissement du service militaire est une idée sorti du carquois sous le coup de l'émotion, qui mériterait d'être davantage réfléchi.

On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout !

Charles Millon

D'aucuns réclament son rétablissement, ou du moins l'instauration d'un «service civique obligatoire». Cela vous paraît-il réalisable?

La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays. Il n'y a plus aucune armée de conscription dans les démocraties libérales, hormis Israël qui est en état de guerre. Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France. On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout!

Le problème du service civique, c'est le coût. Qui va encadrer ces jeunes? Demandez aux militaires qui ont consacré leurs vies à ce métier s'ils ont envie de devenir éducateurs spécialisés!

Alors, quelle serait la solution pour répondre à la soif d'engagement des jeunes Français?

Une des solutions, qu'on avait proposées à l'époque, serait d'avoir une armée de réserve élargie sur la base du volontariat. Avant le service militaire, il y a les lieux d'éducation: la famille, l'école, et les mouvements d'éducation populaire, type scoutisme. L'autre solution serait donc de développer ces mouvements d'éducation populaire, de les subventionner en masse. Tous ces jeunes qui cherchent des «petits boulots» pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l'étranger faire du co-développement!

**Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.*

Boko Haram

Publié par Charles Millon · 19 janvier 2015, 12:14

Aboubakar Shekau, le chef de Boko Haram, déclarait le 24 août dernier, après la prise de la ville de Gwoza, où vivent 200 000 habitants : « Nous sommes dans le califat islamique. Nous n'avons rien à faire avec le Nigeria. »

Le 13 juillet, il avait déjà apporté son soutien à El-Baghdadi, le calife autoproclamé de l'État islamique.

Daech semble faire des émules africains, chez Al Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) comme chez Boko Haram, notamment dans l'utilisation des moyens de médiatisation.

Cependant, ces groupes terroristes, et particulièrement Boko Haram, ont-ils les moyens financiers et l'emprise territoriale suffisants pour atteindre à la dangerosité de leur modèle qui sévit à la frontière de l'Irak et de la Syrie ?

Fondée en 2002 dans le nord du Nigeria musulman par Mohamed Yusuf - qui a été éliminée en 2009 par la police - la secte Boko Haram s'est taillé depuis un fief dans l'État de Borno, grand comme la Suisse, à l'extrémité septentrionale du pays.

Il y contrôlerait actuellement 20 000 km².

Ce qui s'y passe reste mystérieux : on évoque des fuites de la population dans la brousse, des tueries, des pillages et de recrutements forcés de garçons pour faire la guerre et de filles pour les marier.

Les femmes et les filles enlevées par le groupe islamiste Boko Haram, contraintes de se marier et de se convertir et sont victimes d'abus physiques et psychologiques, de travail forcé et de viol en captivité, selon un rapport d'Human Rights Watch publié le 27 octobre 2014.

Le groupe a enlevé plus de 500 femmes et filles depuis 2009 et a intensifié les enlèvements depuis mai 2013, période à laquelle le Nigeria a imposé un état d'urgence dans les zones où Boko Haram est particulièrement actif.

On évoque aussi l'utilisation de femmes kamikazes.

Une guerre civile qui aurait déjà fait 5000 morts et 750 000 déplacés.

Ces dernières semaines, la secte a revendiqué deux attentats à Maiduguri et un à Kano, qui ont fait plus de 200 morts.

AKano, c'est la mosquée, dont le recteur avait appelé à prendre les armes contre le Nigeria, qui a été attaquée.

Le 1er décembre, ses combattants avaient lancé une vaste offensive sur le Damaturu, dans l'État de Yobé, tuant plus de 150 personnes, dont 44 membres des forces de sécurité.

En avril dernier, le rapt de 200 lycéennes à Chibok avait ému la communauté internationale.

Elles n'ont pourtant toujours pas été libérées.

De plus, la guerre s'étend : ces derniers temps, le groupe extrémiste tente de plus en plus de déstabiliser aussi l'extrême nord du Cameroun voisin.

Ainsi le 28 décembre, au moins trente personnes ont perdu la vie dans l'attaque par le groupe islamiste extrémiste Boko Haram d'un village dans le nord du Cameroun.

Paul Biya, le président camerounais, a mis du temps à sortir de son apathie.

Il a fallu que la femme de son vice-président se fasse enlever il y a quelques mois dans le nord pour qu'il commence à réagir.

L'armée camerounaise affirmait ainsi fin décembre que sa force aérienne avait bombardé un camp d'entraînement de Boko Haram situé dans la région frontalière et que 53 membres de l'organisation y auraient perdu la vie.

Le Cameroun a récemment envoyé de nombreux soldats et des unités spéciales à la frontière avec le Nigeria afin de stopper l'avancée de la secte islamiste.

Mais le véritable problème vient du Nigeria lui-même, pays divisé ethniquement et religieusement, mais surtout géographiquement.

Le sud riche en pétrole et majoritairement chrétien se soucie peu du sort des régions du nord.

Le président chrétien Goodluck Jonathan semble, lui, plus préoccupé par sa réélection en 2015 que par les événements du nord.

Sa décision de se représenter a tendu la situation un peu plus dans le pays.

Logiquement, selon une règle non-écrite, c'est un musulman qui devrait succéder au chrétien.

La faiblesse de la réponse des armées gouvernementales au péril Boko Haram tiendrait selon les observateurs à trois causes : la corruption à tous les niveaux, qui fait qu'avec un budget gigantesque, et jamais vu dans ce pays, de 5 milliards de dollars affectés à la sécurité, les soldats de base restent mal payés et sous-équipés.

Une cour martiale a ainsi condamné à mort 54 soldats accusés de mutinerie pour avoir refusé de participer à une opération contre Boko Haram.

On peut aussi subodorer le machiavélisme du président que cela arrangerait que les États du nord ne puissent pas voter.

Mais encore pire une insoumission de fait de l'armée, dont les officiers sont corrompus, et qui attendrait de remplacer le président par un homme plus proche d'elle.

Boko Haram ne peut que profiter de ce manque de combativité pour monter en puissance.

D'autant que la chute des cours du pétrole ajoute un peu plus de désordre encore.

Le détournement de brut est déjà estimé à 25 millions de dollars par jour, dans un pays dont 80% du PIB sont constitués par la rente pétrolière.

Le désengagement des États-Unis comme partenaire commercial, remplacés par la Chine, l'Inde ou le Brésil, est de mauvais augure.

Désormais, après la décision de l'OPEP de ne pas diminuer sa production, et un baril de pétrole qui pourrait atteindre les 50 dollars seulement, ce sont les pays consommateurs et non plus les producteurs qui dictent leurs décisions.

Le Nigeria est ainsi dans la main des BRICS qui recourent à son pétrole.

Pays le plus peuplé d'Afrique, géant démographique, le Nigeria a besoin plus que

jamais de stabilité et de croissance pour nourrir sa population.

Or, la présence de Boko Haram ne se limite pas à une rébellion régionale qui concernerait uniquement le Nigeria, elle s'inscrit dans un mouvement de déstabilisation géopolitique beaucoup plus large.

Outre le mimétisme déjà évoqué vis-à-vis de Daech, Boko Haram est fortement soupçonné de constituer un débouché pour les armes venues de Libye, qui depuis la chute de Kadhafi ont servi à tous les mouvements terroristes ou autonomistes du Sahel.

Ces armes passeraient par le Tchad, comme celles de la Séléka qui avait livré la Centrafrique à la guerre civile.

L'ironie étant que N'Djamena, l'un des centres de commandement de l'opération Barkhane qui, sous leadership français, tente de contenir le terrorisme dans la zone saharo-sahélienne, se trouve à 40 kilomètres à peine du territoire contrôlé par la secte islamiste.

On peut craindre que Boko Haram ne poursuive un triple objectif dans les mois à venir :

1. Étendre son emprise sur le Nord Cameroun que l'armée camerounaise ne peut sécuriser ;
2. Menacer la capitale tchadienne ;
3. Tenter d'assurer la jonction avec les djihadistes libyens

Cette redoutable hypothèse expliquerait la toute récente décision du gouvernement tchadien d'intervenir dans le nord du Cameroun.

Cependant, outre le fait que Barkhane peine déjà à couvrir le gigantesque territoire qui lui a été assigné, le gouvernement nigérian n'a fait appel à aucune aide internationale pour régler le problème Boko Haram.

Mais début décembre, la secte s'est aussi attaquée à une cimenterie du groupe français Lafarge, au Nigeria.

Et le Cameroun a payé cher pour délivrer certains otages faits par le groupe rebelle, lui donnant un peu plus de moyens de s'armer.

La communauté internationale doit-elle accepter que se constitue au centre de l'Afrique, dans une zone déjà fragilisée, un nouveau chancre où s'applique la charia, mais où ont lieu aussi toutes sortes de trafics ?

Il serait temps de prendre le taureau par les cornes, avant que toute la région ne s'embrase.

Charles Millon



Service militaire obligatoire: Un serpent de mer qui a peu de chance d'aboutir

Service militaire obligatoire: Un serpent de mer qui a peu de chance d'aboutir
Des élus de tout bord voient dans le retour de la conscription l'une des solutions à la crise que traverse le pays...
20 minutes 19.01.2015 à 18:28


«Problème qui n'est pas militaire, mais éducatif»

Ministre de la Défense à l'époque de la suspension du service militaire, Charles Millon explique lui aussi l'«inutilité» d'appelés. «La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays», explique-t-il au Figaro. «Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France», estime l'ancien ministre du président Chirac. L'école ou l'armée, telle est donc la question.



<http://www.20minutes.fr/.../1520631-20150119-service-militair...>



 www.20minutes.fr

20minutes.fr

Après le 11 janvier: Définir l'adversaire

Publié par Charles Millon · 12 janvier 2015, 18:10

Nul n'est évidemment demeuré insensible à la tragédie que la France a vécu ces derniers jours, à travers ses 17 enfants tombés sous les balles de terroristes.

Les manifestations du week-end, en effet sans précédent dans l'histoire nationale, ont démontré combien la France a été touchée dans ses tripes.

On peut se féliciter bien entendu de l'ampleur de ce sursaut.

Reste cependant, si l'on veut garder la tête froide, à se demander contre qui l'on a défilé.

C'est-à-dire que nous devons enfin définir l'adversaire qui, lui, nous a déjà désignés comme tel.

Assistons-nous à une guerre de civilisation ? Oui vraiment, je le crois.

L'islamisme est un cancer qui a gangrené la moitié du monde, du Pakistan au Nigéria, de l'EI à Boko Haram, en passant par les talibans, mais aussi par les monarchies du Golfe.

Aujourd'hui, cet ennemi est aussi, il faut l'avouer, un ennemi de l'intérieur.

Nous autres européens de tradition judéo-chrétienne n'avons aucune envie de désigner à la vindicte quelque population que ce soit, car nous connaissons trop le fonctionnement du bouc-émissaire, qui a justement été dévoilé par le Christ lui-même dans sa mort sur la croix.

Et c'est justement pourquoi, et pour sauver notre monde, et pour protéger les musulmans, et les protéger d'eux-mêmes, que nous souhaitons qu'ils parviennent enfin à débarrasser leur religion des ferments meurtriers qu'elle comporte encore à l'évidence.

Nous ne pouvons agir à leur place.

Nous pouvons cependant, d'abord en France, mais aussi en Europe et dans tout le reste du monde occidental, les inciter à se réformer vraiment, et pas seulement en paroles, en bannissant enfin et définitivement la charia, en ce qu'elle comporte de lois insupportables, comme la lapidation, le meurtre pour apostasie, le voile des femmes, entre autres.

C'est ainsi que les musulmans pourront enfin intégrer pleinement la communauté nationale.

